

Les crédits

Mon collègue a parlé des données de l'OCDE sur les dépenses des gouvernements. Si on compte la défense, il ne faut pas s'étonner si le Canada ne se classe pas très bien, car il n'existe pas chez nous une grande industrie de la défense qui fasse de la R-D. Si on ne compte pas les dépenses relatives à la défense, on constate que le Canada se trouve dans la moyenne des pays de l'OCDE pour ce qui concerne les dépenses de l'État en R-D. C'est le chiffre que j'ai donné au cours de mon intervention. En ce qui touche la banalisation de la R-D, la difficulté réside dans la motion elle-même. Elle ne fournit pas le contexte qui permettrait à la population canadienne de comprendre ce que nous voulons faire. En outre, l'opposition a proposé une motion pouvant faire l'objet d'un vote même si elle savait que le gouvernement voterait contre, comme le veut la tradition parlementaire, même si la motion donnait tout le contexte voulu.

Le député a parlé du 24 novembre 1989. Je dois lui rappeler qu'il s'agissait d'une motion ne pouvant pas faire l'objet d'un vote. De plus, les trois partis s'étaient au préalable entendus sur le sort de cette motion. Il n'existe pas d'entente semblable dans le cas présent. C'est une motion pouvant faire l'objet d'un vote et la coutume veut que nous votions contre, et c'est ce que nous ferons. Je répète que ce qui me déplaît le plus dans tout cela, c'est que l'opposition refuse d'inscrire cette motion, si intéressante soit-elle, dans un contexte global qui permettrait aux Canadiens de comprendre comment nous devons nous orienter.

• (1540)

[Français]

M. Benoît Tremblay (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Madame la Présidente, je pense que l'idée générale présentée dans cette motion est valable, mais il faut considérer la taille de notre pays et l'importance de lier, précisément comme le premier ministre l'a dit, les efforts en recherche et développement avec notre industrie. Or, si on veut arriver à faire cela, ce que je comprends, c'est qu'il faut quand même faire des choix. Il faut arriver à établir des alliances entre le gouvernement et l'industrie pour, ensemble, se mettre d'accord sur des choix stratégiques pour le Canada.

Est-ce que le Canada peut être compétitif dans tous les champs de recherche et développement? Est-ce qu'un pays, de la taille du Canada, ne doit pas choisir des

secteurs, des technologies en accord avec l'industrie, de telle sorte qu'on est certain que, étant donné notre taille, on peut avoir une participation importante dans ce secteur-là. Alors que, si je me souviens bien des programmes que ce gouvernement-là a décidé, sur le plan fiscal, de retrancher, ce sont des programmes qui permettaient autant d'activité plus ou moins de recherche et développement, dans tous les secteurs, tous azimuts, y compris beaucoup de consultations en gestion, si on analyse un peu plus profondément. Or, si on veut être compétitif dans plusieurs années, je pense que les choix que l'on doit faire comme pays, en relation avec l'industrie, bien sûr, c'est, il me semble, ce que le gouvernement tente de faire par les alliances stratégiques, par les choix des technologies stratégiques. Je ne pense pas que personne ait la vérité et je ne pense pas que le gouvernement prétende qu'il a la vérité absolue dans tous les champs de recherche et développement. D'ailleurs, en autant que je comprenne les programmes, ils sont ouverts à définir, conjointement avec l'industrie, des champs de recherche, des choix que notre pays doit faire pour consacrer les ressources disponibles dans les domaines où l'on pense que le peuple canadien a le plus de chance de réussir. Alors, je pense qu'il est important d'éclairer la population sur notre stratégie. Oui, il faut faire davantage, mais comment faut-il s'y prendre étant donné la taille du Canada, étant donné les forces qu'on a déjà, étant donné la volonté des industries de collaborer avec les universités et le gouvernement? Il me semble que c'est un aspect très important.

Il me semble que cette motion pourrait être acceptable si elle comprenait précisément l'effort de choix stratégiques que nous tentons de faire depuis quelques années en collaboration avec l'industrie.

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Madame la Présidente, il est nécessaire d'avoir une planification pour allouer les fonds pour les technologies stratégiques. Il n'est pas possible d'avoir une planification pour allouer des fonds pour toutes les technologies stratégiques. Nous avons choisi les trois technologies:

[Traduction]

... les matériaux industriels de pointe, la biotechnologie et la technologie de l'information. Comme l'a dit mon collègue, le gouvernement n'a pas accordé des fonds à tous les secteurs, sans tenir compte de ce qui importait le plus. Il a fait des choix. J'espère qu'il a fait les bons. Il les a faits, et c'est là que sera concentré le financement.